Aline alias Aïcha, la résistante de Bou-Saâda

Ferhati Barkahoum *

Qui se souvient d'Aline-Aïcha, la conseillère municipale Nadji Mekki, celle qui mit à mal le DOP (Détachement opérationnel de protection) de Bou-Saâda en 1959 ?

Après une longue maladie, Aline-Aïcha est décédée le 9 janvier 2005 en France, à Elancourt (Yvelines) dans l'indifférence la plus totale du pays, l'Algérie, pour lequel elle s'était battue. Elle qui avait alerté la France de la justice et le monde entier pour dénoncer les exactions de l'armée française, celle des fameux DOP, détachements opérationnels de protection, connus pour être des centres de torture créés durant la guerre d'Algérie afin de «mater la rébellion algérienne». Mais l'Algérie indépendante et surtout Bou-Saâda, dont elle tira des griffes des DOP 72 citoyens, ne s'en souviennent même plus ! Elle vécut dans son Algérie libérée jusqu'au moment où elle comprit que le pays ne correspondait plus aux valeurs pour lesquelles elle s'était battue. C'est en France qu'elle va se réfugier et où elle mourra dans l'indifférence. Elle y repose, depuis 2005, auprès des siens, au cimetière communal d'Elancourt.

Qui était cette militante ?

Il ne fait pas de doute que ses valeurs de lutte contre l'injustice, elle les tient de ses parents, résistants de deux guerres. Son père, Abdelhafid ben Mohamed dit Haffa, originaire de Bou-Saâda, est né en 1895. Il est mobilisé lors de la Première Guerre mondiale pour sauver la «Mère Patrie». Il rencontre Georgette-Marie-Blanche Bonnet, une militante emprisonnée à dix-sept ans dans les geôles prussiennes. Mais c'est durant la Deuxième Guerre mondiale que le couple et ses cinq enfants vont reprendre le combat. C'est à Bobigny, dans l'appartement de la petite famille à l'Hôpital franco-musulman nommé aujourd'hui Avicenne, fondé en 1935 et où travaillait Haffa, que se constitua le réseau des musulmans et juifs résistants, constitué de malades, de médecins et de personnel hospitalier pour assurer les soins des blessés. Les médecins, le Dr Somia Ahmed et le Dr Bensalem, tunisiens, ou encore le Dr Ali El Okbi, algérien, tout comme les enfants de Haffa et notamment Aline-Aïcha, vont constituer une chaîne de résistance au sein même de l'hôpital, qui cache, approvisionne en médicaments et évacue les résistants, musulmans et juifs, vers l'Algérie, en collaboration avec Ali Gitoune, originaire de Géryville, alors chef du «service des affaires nord-africaines». C'est ainsi que le Dr Thalheimeir, juif, chirurgien à l'hôpital, fut sauvé de justesse par Haffa qui l'avertit que les nazis le recherchaient. C'est dans cette ambiance de résistance et de dévouement que les enfants Haffa vont apprendre les valeurs de la lutte contre l'occupant. Les Algériens ne manqueront pas dans cet hôpital et, parmi eux, les Bou-Saâdis, nombreux à y trouver refuge grâce au concours d'Abdelhafid Ben Mohamed Haffa, solidarité tribale oblige ! C'est alors qu'Aline-Aïcha, née en 1926, va rencontrer Nadji Mekki, né en 1914 à Bou-Saâda, venu se réfugier dans cet hôpital asile des musulmans après s'être sauvé du camp d'Ecrouves où il avait été emprisonné pour faits de résistance. Le couple va s'installer en Algérie, à Bou-Saâda où Mekki était propriétaire d'un café, le fameux «Café d'Alger». Un autre combat l'attendait, celui de la guerre d'Algérie. Dès les premiers moments de la guerre, Aline-Aïcha compris que le combat était aussi politique.

Connue pour son dynamisme, elle va occuper les fonctions de conseillère à la Mairie de Bou-Saâda, auprès de Mohammedi Mostefa, interprète judiciaire, élu ensuite maire.

C'est en 1958 que son combat se précisa : soutenue par son mari et toute la famille Nadji, elle afficha son alliance politique avec le maire dans la liste dite des «libéraux» contre celle dite de «Kaddour». Ce sont deux listes qui, en réalité, ne pouvaient exister sans l'aval du FLN/OPA (organisation politico administrative) de Bou-Saâda, dirigée par le lieutenant Amor Driss, chef de la Wilaya VI, installé chez les Ouled Naïl entre le Djebel Boukhaiel et Djebel Messaâd. Le militaire avait besoin du politique pour survivre !

La liste de Mohammedi, soutenue entre autres par le Dr Nicolaï, médecin exerçant en cabinet privé à Bou-Saâda, et Georges Chicheportiche, juif issu d'une grande famille influente de la ville, fut élue à une écrasante majorité, et ce, grâce, en particulier, au dynamisme de Aline-Aïcha. Sous les yeux de l'armée, très présente, elle arpenta sans crainte les rues de Bou-Saâda dans sa petite voiture, mobilisant les tribus, notamment celle des Oulad Naïl (les Ouled Ahmed, Ouled Ameur, Ouled Aïssa, Ouled Firadj), du côté de son mari, ainsi que du côté de son père, les citadins de Bou-Saâda. Mêmes les enfants et les femmes de la famille Nadji étaient mis à contribution, qui pour coller les affiches de la «liste jaune» qui pour tenir les urnes. Elle est alors élue conseillère municipale de Bou-Saâda, fait surprenant dans une ville connue pour son conservatisme à l'égard des femmes, de surcroît dans une commune mixte c'est-à-dire à majorité «indigène», dirigée par un administrateur militaire.

On n'en connaît pas d'autre exemple même dans les communes de plein exercice à majorité européenne.

Nous sommes en 1959, les combats font rage. Et les Bou-Saâdis ne savent plus à quel saint se vouer ! Cernés de tous les côtés, entre les nombreux groupuscules qui se sont formés après la mort de Bellounis, en juillet 1958, tels celui de Meftah, de Abdellah Selmi, ou encore de Si Chérif (Ali Mellah), avec son Fafam (forces auxiliaires franco-musulmanes), installé à Aïn Boucif. C'était la guerre des gangs pour le pouvoir, orchestrée bien sûr par l'armée coloniale dont le seul but était la liquidation coûte que coûte du FLN/ALN, «l'ennemi intime» le plus dangereux que Salan et ses généraux se donnèrent comme objectif d'abattre. Bou-Saâda sera l'un de ces sanglants théâtres de mort. Les liquidations sommaires, le racket des populations, les intimidations et les tortures seront monnaie courante dans la paisible Bou-Saâda, l'enchanteresse cité du bonheur !

Bou-Saâda, avec ses populations, va souffrir plus que jamais lorsque l'armée, dirigée par le fameux lieutenant-colonel Watel, chef de secteur du DOP de Bou-Saâda, tua, dans la triste opération des monts des Oulad Naïl, au djebel Thameur, près de Aïn Rich, Si El-Haoues et Amirouche, le 29 mars 1959 tandis que Amor Driss fut capturé, puis torturé jusqu'à ce que mort s'ensuive en juin 1959.

Après cette opération, il s'agissait pour le DOP du secteur de démanteler le FLN/OPA de Bou-Saâda. Pour des raisons tactiques militaro-politiques, il fallut attendre la fin des élections municipales d'avril 1959. Une vaste opération fut alors menée contre les populations de Bou-Saâda et celles environnantes des Ouled Ameur, Ouled Sidi Brahim, Ouled Ahmed, Ouled Firadj, etc., afin de retrouver les têtes dirigeante du réseau FLN/OPA de Bou-Saâda.

Qui se souvient de ces fameux deux mois de l'année 1959 où Bou-Saâda était en sursis ? Plus de 200 personnes (la cité comptait 80 000 habitants) furent interpellées entre mars et avril 1959. 72 furent retenues dans les geôles du quartier réservé de Bou-Saâda, devenu à l'occasion un sinistre lieu de torture. Trois d'entre eux n'ont pu survivre aux tortures subies, Ahmed Meche, El Bahi Attia et Kermadouche Rabah, tués après leur «tentative de fuite», selon l'explication classique fournie par l'armée coloniale. Tandis que 15 vont subir les pires supplices avec leur transfert vers les camps sinistrement célèbres de Bossuet et de Sidi Chami d'Oran et Douéra. Pour ne citer que quelques-uns, Nadji Mekki, Brahimi Ahmed, Lomri Hamza, Khatibi Benaïssa, Merkouf Mohamed, Mohamed Ben Lakhdar, Bisker Benadji... C'est le tristement célèbre général Zeller de la Bataille d'Alger qui va s'occuper en personne de ces nouveaux résidents.

C'est là où Aïcha-Aline va intervenir. Après avoir constaté les tortures subies par son mari, Nadji Mekki, et l'état des autres Bou-Saâdis lors de leur détention à Bou-Saâda, elle comprit qu'elle était dans le collimateur du DOP de Bou-Saâda et en particulier du lieutenant-colonel Watel pour qui elle était la plus dangereuse de toute la ville. Elle va donc quitter la cité en toute urgence, cachée par la famille dans la malle d'une voiture. Elle rejoint le réseau d'Alger qui va la transférer en France, dans sa famille, chez sa mère et ses frères et sœurs. L'une de ses sœurs, Aliette Haffa, fera office de messager et l'hôpital franco-musulman de Bobigny va, encore une fois, servir de boîte aux lettres. Quant à la famille Nadji Mekki, elle va subir les pires harcèlements de la part du DOP.

El Hadj Achour, gravement blessé, est emprisonné et l'un de ses cousins est tué dans la bataille de Zemra, les 27 et 28 mars 1959, tandis que son fils Belkacem est porté disparu à ce jour. Puis dans un règlement de compte misérable entre fractions FLN, son frère Nadji M'hammad, membre du Parti communiste, dirigé alors par Baiod Aïssa, est lâchement assassiné en 1960, sous l'œil complaisant de l'armée. Une grenade jetée dans la maison familiale d'Aline-Aïcha, visant un membre de la famille, va même faire des blessées parmi les femmes et enfants qui s'y trouvaient. Ils en portent encore les stigmates.

Arrivée en France, son premier combat est d'alerter l'opinion publique. Sous l'impulsion de Jean-Jacques Servan-Schreiber, c'est *le Monde* qui va se saisir de «l'Affaire de Bou-Saâda». Dans sa livraison du 30 avril 1960, il titre : «La République du silence. On torture à Bou-Saâda». Ne s'en tenant pas là, elle multiplie l'envoi de lettres à tous les réseaux mais celui qui va être le plus efficace et dont la notoriété est sans doute la plus forte, c'est le magistrat Maurice Patin, président de la Commission de sauvegarde de droits et libertés individuelles, créée en 1957 et redynamisée par l'arrivée du général de Gaulle au pouvoir. Il va se saisir de l'«affaire» pour enquêter sur les exactions de l'armée française et les sévices qu'elle fait subir aux Algériens et à leurs sympathisants. Les affaires Audin, avec le comité portant son nom, dirigé par Vidal Naquet, Djamila-t, Louisette Ighil Ahriz, le réseau Jeanson, la question d'Henri Alleg, Albert Camus et ses interventions, sont autant d'occasions pour la commission de dénoncer la torture, quelle qu'elle soit.

Mais Aline-Aïcha ne s'arrête pas là. C'est une course contre la montre qu'elle va mener car il faut faire vite pour faire sortir les Bou-Saâdis de la prison où ils croupissent depuis avril 1959.

Au camp de Bossuet, dans le bloc 01, on ne résiste pas très longtemps. Elle va demander alors audience au général de Gaulle, sensible aux demandes des anciens résistants.

Une commission, formée de deux magistrats, est alors diligentée en Algérie pour enquêter sur ce qui va devenir «l'Affaire de Bou-Saâda». La presse française et les comités de soutien, français et internationaux, vont se multiplier pour venir en aide aux Algériens et notamment pour les faire venir en métropole afin de purger leur peine dans des prisons plus «clémentes». Nos enquêteurs vont se déplacer entre Bou-Saâda, Alger et Bossuet pour rencontrer et entendre les uns et les autres. Il faut masquer, il faut impressionner, les plus grosses prises sont à «l'honneur de l'armée» qui, du point de vue militaire, avait anéanti la rébellion. «Amirouche, Amor Driss et El Haoues », liquidés en mars et juin 1959, le FLN/OPA de Bou-Saâda, complètement démantelé, et tous les membres du Comité des 5 et le Comité des 3 sont «mis hors d'état de nuire» et emprisonnés. Tandis que, les maquis MNA, récemment ralliés au FLN, notamment dans la bataille de Zemra étaient complètement annihilés, 110 personnes y trouveront la mort.

L'armée, qui dit n'avoir fait que son travail, se félicite de ses «succès» devant la commission laquelle, venant de Paris, se trouve bien gênée pour répondre à l'opinion mondiale qui la suit de près. Mais Maurice Patin, le président de la commission de sauvegarde, a le dernier mot car Aline-Aïcha n'en démord pas.

D'autres articles de journaux vont suivre. Le général Zeller et son commandement de Bou-Saâda vont finalement lâcher prise : les 15 prisonniers du bloc 01 de Bossuet seront enfin libérés le 25 juin 1960, avec interdiction de séjour à Bou-Saâda. Aline-Aïcha n'en finit pas avec son combat pour son Algérie : elle rejoint le GPRA à Tunis. Mais son couple ne résiste pas à la guerre. En 1962, elle rentre avec ses enfants dans son pays où elle va vivre, le cœur gros, la débâcle de son Algérie libérée. Elle est alors employée dans une administration algérienne où elle reste jusqu'à sa retraite. Mais en 1988, elle prend la décision de quitter son pays.

Démunie de tout, elle rejoint péniblement la France, son autre patrie plus bienveillante. Elle y vivra, s'y soignera et y mourra le 9 janvier 2005. Elle y repose auprès de sa fille Saâdia. Ne laissons pas dans l'oubli notre grande tante Aline-Aïcha Nadji Mekki née Abdelhafid ben Mohamed Haffa !

F. B.

*** Ferhati Barkahoum est anthropologue, directrice de recherche au CNRPAH, Alger**
Elle a publié les ouvrages suivants :
- *Le musée Etienne-Nasr Eddine Dinet de Bou-Saâda, Genèse,* (1930-1993). Alger, Inas éditions, 2004.
- *De la «Tolérance» en Algérie pendant la période coloniale française.* Alger, Dar Al Othmania, 2007
***Le costume féminin* de Bou-saâda, Alger, Mille-Feuilles.**